

Soccer Development

Société anonyme

560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

Grand Duché de Luxembourg

CONSTITUTION

d'une société anonyme

du 20 décembre 2016

Numéro 42415

L'an deux mille seize, le vingt décembre.

Par-devant Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU :

1. **FRI**, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, et

2. **CERIA S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 176.483 ,

ici représentées par Madame Nadia WEYRICH, employée privée, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées *ne varietur* par la mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées à la présente pour être soumises avec elle aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, agissant ès dite qualité, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme et d'arrêter les statuts comme suit :

Chapitre I. Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Article 1. Forme

Il est formé une société anonyme (ci-après la « **Société** »), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après « les **Statuts** »).

Article 2. Objet

La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre

manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise, y compris dans le secteur des sports. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit, ou leur développement le cas échéant.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Article 3. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts.

Article 4. Dénomination

La Société a comme dénomination « **Soccer Development** ».

Article 5. Siège social

Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune, ou en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par décision du Conseil d'Administration, à qui est également investi du pouvoir de modifier ces Statuts en conséquence.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II.- Capital, Actions

Article 6. Capital social

6.1 Le capital social est fixé à **cent mille Dollars américains (100.000,- USD)**, représenté par **cent mille (100.000)** actions d'une valeur nominale d'**un Dollar américain (1,- USD)** chacune (les « **Actions** »).

Les actions peuvent être soit enregistrées soit au porteur au choix de l'Actionnaire.

6.2. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des Actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées,

pour effectuer des distributions aux Actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Article 7. Augmentation et réduction du capital social

7.1. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

7.2. Les Actions à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux Actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions. Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai fixé par le Conseil d'Administration, mais qui ne peut être inférieur à quatorze (14) jours à compter de la publication de l'offre au Recueil Électronique des Sociétés et Associations et dans un journal public au Luxembourg. Toutefois, lorsque toutes les Actions sont nominatives, les actionnaires peuvent être informés par lettre recommandée, sans préjudice d'autres moyens de communication acceptés individuellement par leurs destinataires et garantissant l'information.

Le droit de souscription préférentiel des Actionnaires existants peut être limité ou supprimé à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par l'Article 20 ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts, pour autant que cette proposition soit spécialement annoncée dans la convocation et qu'une justification détaillée soit exposée dans un rapport établi par le Conseil d'Administration et présentée à l'assemblée (à moins que les Actionnaires n'y ait unanimement renoncé). Si à l'échéance de la période de souscription l'ensemble des droits de souscription offerts aux Actionnaires existants n'ont pas été souscrits par ces derniers, les tiers pourront être autorisés à participer à l'augmentation de capital, à moins que le Conseil d'Administration ne décide que les droits préférentiels de souscription doivent être offerts aux Actionnaires existants qui ont d'ores et déjà exercé leurs droits pendant la période de souscription, en proportion de la portion que leurs Actions représentent dans le capital social, les modalités de souscription sont déterminées par le Conseil d'Administration.

Article 8. Rachat d'actions propres

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Chapitre III. Administration

Article 9. Conseil d'Administration.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil peuvent être scindés en plusieurs catégories.

Si la Société comporte un seul Actionnaire, elle peut être dirigée par un Administrateur unique ou par plusieurs Administrateurs composant un Conseil d'Administration. L'Administrateur unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus au Conseil d'Administration.

Les administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des Actionnaires, et sont toujours révocables par elle.

Le nombre des Administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Article 10. Réunions du Conseil d'Administration.

10.1. La tenue du Conseil d'Administration doit se faire dans la municipalité de Luxembourg. Tout Conseil d'Administration tenu en dehors de la municipalité de Luxembourg ne sera pas valide.

10.2. Le Conseil d'Administration peut choisir ses membres un président.

10.3. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur convocation de deux Administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

10.4. Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit en original ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.5. Tout Administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration de la Société en désignant par écrit en original ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire un autre Administrateur comme son mandataire.

10.6. Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration de la Société par conférence téléphonique initiée depuis Luxembourg ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

10.7. Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration de la Société. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Article 11. Décisions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si un quorum d'Administrateurs est présent ou représenté à ce conseil. Ce quorum est réputé présent ou représenté si la majorité des Administrateurs de la Société est présente ou représentée, un Administrateur de chaque catégorie devant au moins être présent ou représenté le cas échéant. Les décisions prises par le Conseil d'Administration nécessitent le vote de la majorité des Administrateurs présents ou représentés, parmi lequel le vote affirmatif d'au moins un Administrateur de chaque catégorie, si le Conseil d'Administration est divisé en catégories.

En cas de ballottage lors d'une réunion, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 16 ci-dessous ci-dessous, les exigences de quorum s'appliqueront sans prendre en compte le ou les Administrateurs concernés.

Article 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration de la Société

L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration sont investis des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Article 13. Signatures autorisées

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de son Administrateur Unique. Si la Société est administrée par un Conseil d'Administration, elle est engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs, ou par la seule signature d'un Administrateur-Délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'Article 14 des Statuts.

Si la Société est administrée par plusieurs catégories d'Administrateurs, la Société sera obligatoirement liée par la signature conjointe d'un Administrateur de chaque catégorie. Ces exigences ne sont pas applicables lorsqu'une catégorie d'Administrateur est empêchée de voter conformément à l'Article 16 ci-dessous.

Article 14. Gestion journalière

L'Administrateur unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Administrateurs qui prendront la dénomination d'Administrateurs-Délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs Administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, Actionnaires ou non.

Article 15. Responsabilité, indemnisation

Les Administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout Administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité d'Administrateur ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un Actionnaire ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel Administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Article 16. Conflit d'intérêt.

Tout Administrateur qui a directement ou indirectement un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société en relation avec une opération relevant du Conseil d'Administration est tenu d'en informer le Conseil d'Administration et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut ni prendre part à cette délibération ni voter concernant cette opération. Un tel conflit d'intérêts doit être porté à la connaissance des Actionnaires lors de la prochaine assemblée préalablement à la délibération sur tout autre point.

Lorsque, en raison d'une opposition d'intérêts, le nombre d'Administrateurs requis statutairement en vue de délibérer et de voter sur le point en question n'est pas atteint, le Conseil d'Administration peut décider de déferer la décision sur ce point à l'assemblée générale des Actionnaires.

Les règles concernant le conflit d'intérêt ne sont pas applicables lorsque les décisions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Ces règles s'appliquent *mutatis mutandis* à l'Administrateur-Délégué, et lorsqu'un (1) seul Administrateur-Délégué a été nommé et qu'il est en situation de conflit d'intérêt, les décisions concernées seront adoptées par le Conseil d'Administration.

Chapitre IV. Actionnaires

Article 17. Pouvoirs de l'assemblée générale des Actionnaires.

Si la Société est composée d'un Actionnaire unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Article 18. Assemblée générale annuelle des Actionnaires.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise, dans les six (6) mois suivant la fin de l'année sociale, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Article 19. Autres assemblées générales des Actionnaires.

Les autres assemblées générales des Actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Article 20. Procédure, vote

20.1. Chaque action donne droit à une voix.

20.2. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

20.3. Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des Actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées au moins quinze jours avant l'assemblée dans le Recueil Électronique des Sociétés et Associations et dans un journal de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le texte des modifications proposées et le projet de Statuts coordonnés en conséquence doivent être mis à la disposition des Actionnaires pour inspection au siège social de la Société au moins huit (8) jours avant l'assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet.

20.4. Les Actionnaires peuvent modifier la nationalité de la Société par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de modification des Statuts.

20.5. Néanmoins, l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peut être décidée qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires, s'il y en a.

20.6. Chaque Actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, en original ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

20.7. Tout Actionnaire peut participer aux assemblées générales des Actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou Actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

20.8. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Chapitre V. Surveillance

Article 21. Surveillance

Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six (6) ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société.

Chapitre VI. Année Sociale, Répartition des bénéfices

Article 22. Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 23. Répartition des bénéfices

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (10 %) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le Conseil d'Administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Chapitre VII.- Dissolution, Liquidation

Article 24. Liquidation

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VIII.- Loi applicable

Article 25. Loi applicable

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2017.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2018.

SOUSCRIPTION

Les Statuts ayant été ainsi arrêtés, les comparantes déclarent souscrire le capital comme suit :

1. FRI	40.000 Actions
2. CERIA S.A.	60.000 Actions
TOTAL :	100.000 Actions

Toutes les actions ont été libérées intégralement par paiement en numéraire, de sorte que la somme de cent mille Dollars américains (100.000,- USD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

CONSTATATION

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

FRAIS

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes modifications des statuts de la Société, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les comparantes préqualifiées, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, ont pris les résolutions suivantes :

1. La Société est administrée par trois (3) Administrateurs.
2. Sont nommés Administrateurs :
 - Monsieur **Luc Ressler**, né le 16 novembre 1958 à Compiègne, France, résidant au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Monsieur **Franck Ressler**, né le 29 septembre 1994 à Bordeaux, France, résidant au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Mademoiselle **Alexandra Ressler**, née le 28 mars 1987 à Mont de Marsan, France, résidant professionnellement au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Est nommé président du Conseil d'Administration Monsieur **Luc Ressler**, prédésigné.
4. Madame **Dany Ressler**, née le 24 mai 1959 à Compiègne, France, résidant au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est appelée aux fonctions de Commissaire aux comptes.
5. Les Administrateurs et le Commissaire sont nommés pour une période de trois (3) ans.
6. Le siège social de la Société est établi au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE

fait et passé à Belvaux, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la mandataire des comparants a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise de ce qui précède :

In the year two thousand and sixteen, on the twentieth of December.

Before Us Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. **FRI**, a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office address at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg, in the course of registration with the Luxembourg trade and companies register, , and

2. **CERIA S.A.**, a public limited liability company (*société anonyme*) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office address at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 176.483,

both here represented by Mrs Nadia WEYRICH, private employee, with professional address in Belvaux, the Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two proxies established under private seal.

The said proxies, signed *ne varietur* by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, acting in their hereabove stated capacities, has requested the notary to state as follows the articles of association of a public limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Article 1. Form

There is formed a public limited liability company (hereafter the « **Company** »), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (hereafter the « **Law** »), as well as by the present articles of association (hereafter the « **Articles** »).

Article 2. Object

The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise, including in the sports industry. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever, or their development as the case may be.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Article 3. Duration

The Company is formed for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out for any amendment to these Articles.

Article 4. Name

The Company will have the name of "**Soccer Development**".

Article 5. Registered Office

The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

The address of the registered office may be transferred within the municipality, or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg, by simple decision of the Board of Directors, which is also entrusted with the power to amend these Articles accordingly.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares.

Article 6. Share capital

6.1. The share capital is set at **one hundred thousand U.S. Dollars (USD 100,000.-)** represented by **one hundred thousand (100,000)** shares with a nominal value of **one U.S. Dollar (USD 1.-)** each (the "**Shares**").

The Shares may be created as registered or bearer Shares at the option of the Shareholder.

6.2. In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Article 7. Increase and reduction of capital

7.1. The capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by Article 20 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

7.2. Shares to be subscribed for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s), in the proportion of the capital represented by their shares. The right to subscribe may be exercised within a period determined by the Board of Directors, which may not be of less than fourteen (14) days from the date of publication of the offer in the *Recueil Électronique des Sociétés et Associations* and in one newspaper published in Luxembourg. However, where all the shares are in registered form, the Shareholders may be notified by registered letter, without prejudice to other individually accepted means of communication ensuring access to the information.

The preferential subscription right of the existing Shareholders may be limited or cancelled at any time by a decision of the Shareholders' meeting

voting with the quorum and majority rules set out by Article 20 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles, provided that the proposal to that effect is specifically announced in the convening notice and detailed reasons to do so are set out in a report prepared by the Board of Directors and presented at the meeting (unless unanimously waived).

If after the end of the subscription period not all of the preferential subscription rights offered to the existing shareholder(s) have been subscribed by the latter, third parties may be allowed to participate in the share capital increase, except if the Board of Directors decides that the preferential subscription rights shall be offered to the existing Shareholders who have already exercised their rights during the subscription period, in proportion to the portion their shares represent in the share capital; the modalities of subscription are determined by the Board of Directors. The Board of Directors may also decide in such case that the share capital shall only be increased by the amount of subscriptions received by the Shareholders of the Company.

Article 8. Repurchase of own Shares

The Company may proceed to the repurchase of its own Shares in compliance with the Law.

Chapter III. Management

Article 9. Directors, Board of Directors

The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three Directors. The members of the Board might be split into several categories.

If the Company is composed of one single Shareholder, it may be managed either by one sole Director or by several Directors, constituting a Board of Directors. The sole Director will in this case exercise the powers granted by Law to the Board of Directors.

The Directors are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the Shareholders.

Article 10. Meetings of the Board of Directors

10.1 All meetings of the Board of Directors shall be held within the municipality of Luxembourg. Any meetings of the Board of Directors of the Company held outside the municipality of Luxembourg are not valid.

10.2. The Board of Directors may choose from among its members a chairman.

10.3. The Board of Directors, if any, convenes upon call by the chairman or upon request of any two Directors, as often as the interest of the Company so requires.

10.4. Written notice of any meeting of the Board of Directors of the Company shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors of the Company. Written notice may be given by postal mail, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, of each member of the Board of Directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are

held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the Board of Directors of the Company.

10.5. Any member of the Board of Directors of the Company may be represented at any meeting of the Board of Directors of the Company by appointing, in writing whether in original or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, another Director as his or her proxy.

10.6. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors of the Company by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7. Notwithstanding the foregoing, a decision of the Board of Directors of the Company may also be passed in writing. Such decision shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every Director. The date of such decision shall be the date of the last signature.

Article 11. Decisions of the Board of Directors

The Board of Directors may validly deliberate if a quorum of Directors is present or represented at such board meeting. A quorum shall be deemed to be present or represented if the majority of the Company's Directors is present or represented and with at least the presence or representation of one Director of each Category as the case may be. Decisions taken by the Board of Directors shall require the vote of the majority of the Directors present or represented, with at least the favorable vote of one Director of each Category as the case may be.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a decision is equal, the chairman of the meeting shall not have a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in Article 16 below, the quorum and the voting requirements shall apply without taking into account the affected Director(s).

Article 12. Powers of the Board of Directors

The sole Director or the Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

Article 13. Binding signatures

The Company will be bound by the signature of its sole Director. In case the Company is administrated by a Board of Directors, the Company shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the Managing Director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to Article 14 of the present Articles.

In case the Company is administrated by several categories of Directors, the Company will obligatorily be committed by the joint signature of one Director of each Category. Such requirement is not applicable in case one Category is prevented from voting as per Article 16 below.

Article 14. Day-to-day management

The sole Director or The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more Directors, who will be called Managing Directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either Shareholders or not.

Article 15. Liability- Indemnification

The sole Director or the Board of Directors assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a Director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such Director or officer may be entitled.

Article 16. Conflict of Interests

Any director who has, directly or indirectly, a financial interest conflicting with that of the Company in a transaction falling within the competence of the Board of Directors, must inform the Board of Directors of such conflict of interest and must have his/her declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant Director may not take part in the discussions relating to such transaction or vote on such transaction.

Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of Shareholders, before any resolution on any other item is put to vote. A copy of the minutes shall be transmitted to the Board of Directors at its next following meeting.

Where by reason of a conflict of interest, the number of Directors required in order to validly deliberate is not met, the Board of Directors may decide to submit the decision on this specific item to the general meeting of Shareholders.

The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the Board of Directors or the sole Director relates to day-to-day transactions entered into under normal conditions.

Such rules apply *mutatis mutandis* to the daily manager, provided that if only one (1) daily manager has been appointed and is in a situation of conflicting interest, the relevant decision shall be adopted by the Board of Directors.

Chapter IV. Shareholder(s).

Article 17. Powers of the General Meeting of the Shareholders

If the Company is composed of one single Shareholder, the latter exercises the power granted by Law to the General meeting of Shareholders.

Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Article 18. Annual general meeting of the shareholders

The annual general meeting of the Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, within the six (6) months of the end of the financial year, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of the meeting. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the Shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Article 19. Other meetings of the shareholders

Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Article 20. Procedure, vote

20.1. Each Share is entitled to one vote.

20.2. Except as otherwise required by the Law or by these Articles, decisions at a meeting of the Shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

20.3. An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published at least fifteen (15) days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the *Recueil Électronique des Sociétés et Associations*, and in a Luxembourg newspaper. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, decisions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the Shareholders present or represented.

The wording of the proposed amendments and the draft restated Articles shall be made available at the registered office address of the Company for inspection by the Shareholders at least eight (8) days prior to the extraordinary general meeting convened for that purpose.

20.4. The Shareholders may change the nationality of the Company by a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

20.5. However, the commitments of the Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

20.6. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication.

20.7. Any Shareholder may participate in a meeting of the Shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating

in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

20.8. If all the Shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Chapter V. Supervision

Article 21. Statutory auditors

The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the general meeting of Shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of Shareholders of the Company with or without cause.

Chapter VI. Accounting Year, Allocation of Profits

Article 22. Financial Year

The accounting year of the Company shall begin on January 1st and shall terminate on December 31st of each year.

Article 23. Appropriation of profits

After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortization, the credit balance represents the net profit of the Company.

On the net profit, five percent (5 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the Law.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Article 24. Liquidation

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders, which will specify their powers and fix their remuneration.

Chapter VIII. Applicable Law

Article 25. Applicable Law

All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

TRANSITORY PROVISIONS

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2017.

2. The first annual meeting of the Shareholders shall be held in 2018.

SUBSCRIPTION

The Articles having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

1. FRI	40,000 Shares
2. CERIA S.A.	60,000 Shares
TOTAL:	100,000 Shares

All the Shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of **one hundred thousand U.S. Dollars (USD 100,000.-)** is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

STATEMENT

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

COSTS

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand five hundred euros.

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

The abovenamed persons, representing the entire subscribed capital, considering themselves as duly convened, has passed the following decisions:

1. The Company is administrated by three (3) Directors.
2. The following are appointed as Directors:
 - Mr. **Luc Ressler**, born in Compiègne (France) on November 16th, 1958, residing at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr. **Franck Ressler**, born on September 29th, 1994 in Bordeaux (France), residing at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - Ms. **Alexandra Ressler**, born in Mont de Marsan (France) on March 28th, 1987, having her professional address at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
3. M. **Luc Ressler**, prenamed, is appointed as Chairman.
4. Mrs. **Dany Ressler**, born on May 24th, 1959 in Compiègne (France), residing at 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as Statutory Auditor.
5. The Directors and the Statutory Auditor are appointed for a period of three (3) years.
6. The registered office of the Company is established at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF

the present notarized deed was drawn up in Belvaux.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the same signed together with Us, the notary, the present deed.

Signé: N. WEYRICH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2016. Relation: EAC/2016/29892. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le Receveur, signé : SANTIONI.
